

L'Adresse—M^{me} Cossitt

concerne la recherche et le développement demeurent à 1.5 p. 100 du PNB, soit le même objectif que le gouvernement se fixe depuis des années et qu'il n'arrive jamais à atteindre. Même si on y arrive finalement, pendant combien de temps ce maigre 1.5 p. 100 permettra-t-il à notre industrie de rester concurrentielle, quand nos principaux adversaires se fixent des objectifs de 2, 2.5 ou même 3 p. 100? Quand on sait qu'un pays comme la France, qui avait un déficit commercial dans le secteur de la technologie de l'ordre de 330 millions de dollars en 1981, vise un excédent de 6.7 milliards d'ici 1990, tandis que l'on prévoit que notre déficit dans ce secteur, qui était de un milliard de dollars en 1980, devrait atteindre cinq milliards d'ici 1985! Nous perdons constamment du terrain.

Dans son dernier budget, le ministre des Finances (M. Lalonde) a fortement accru les dépenses fédérales directes au chapitre de la recherche et du développement, les portant à 635 millions de dollars par année. Mais, toujours d'après le Conseil des sciences du Canada, le gouvernement de la Suède dépensait directement 1.2 milliard de dollars par année pour la recherche et le développement dès 1980, année où le gouvernement actuel du Canada a pris le pouvoir. Les Pays-Bas ont dépensé à peine moins que nous à ce chapitre, alors que leur produit intérieur brut est à peine supérieur à la moitié du nôtre. Est-ce là notre réponse au défi de la concurrence mondiale? Que l'on ne vienne pas nous parler des ventes possibles de 20 milliards de dollars par le fabricant d'hélicoptères Bell ou la Pratt & Whitney, surtout quand on sait ce qui est advenu des fantastiques possibilités de ventes à Canadair.

Le gouvernement a eu près de quatre ans pour préparer ce discours du trône. Notre stratégie économique pour l'avenir devrait comporter autre chose que des ventes possibles, des marchés potentiels et des emplois qui n'existent que sur papier. Nous n'avons pas besoin des nouveaux groupes de travail que l'on prévoit créer, nous n'avons pas besoin de nouvelles conférences comme cette folie sur le Canada de demain que le ministre des Sciences et de la Technologie (M. Johnston) a convoquée l'automne dernier. Ce colloque a coûté un demi-million de dollars et l'on n'y a même pas abordé les questions essentielles que sont le déplacement des travailleurs et l'avenir de l'emploi pour les femmes. Mais il nous faut maintenant réaliser ce potentiel. Il nous faut donc l'orientation nécessaire et le pouvoir de décision. Nous nous laissons de plus en plus devancer par nos concurrents à cause des échecs du gouvernement. Il ne faudrait pas que nous rations complètement le coche.

C'est bien beau d'avoir ce que le discours du trône appelle une «politique commerciale vigoureuse», ce dont je me réjouis et à quoi je souscris de tout cœur. C'est une politique que nous aurions dû avoir il y a bien des années déjà. Après tout, nous connaissons depuis assez longtemps, nos points faibles sur les marchés étrangers, surtout dans les pays riverains du Pacifique. Mais si nous n'avons pas de produits à vendre ni de gens pour les concevoir et les fabriquer, la politique commerciale la plus vigoureuse du monde ne pourra pas démarrer.

Le tourisme, en revanche, est un produit que nous avons à vendre, mais une industrie qui n'affiche que de piètres résultats depuis des années à cause du gouvernement fédéral. En 1972, nous occupions 4.9 p. 100 du marché international du tourisme. Aujourd'hui, notre tranche n'est plus que de 2.7 p. 100. En 1972, les touristes canadiens ont dépensé hors du Canada 260 millions de plus que les touristes étrangers dans notre

pays. On prévoit que ce déficit atteindra cette année 2 milliards de dollars. Si ces 2 milliards étaient dépensés ici, cela nous vaudrait plus de 100,000 emplois, et des recettes supplémentaires de un milliard pour le gouvernement. J'applaudis donc de tout cœur à ce passage de six lignes du discours du trône qui reconnaît qu'il s'agit d'une industrie dont le chiffre d'affaires s'élève à 16.5 milliards de dollars par an et qui emploie plus de 10 p. 100 de la main-d'œuvre rémunérée. Espérons que la stratégie nationale en matière de tourisme donnera des résultats et créera plus d'emplois. Ne considérons pas le secteur touristique comme une simple source de recettes instantanées, comme l'a fait le gouvernement dans son dernier budget en augmentant les taxes d'accise. Espérons que cette fois-ci le gouvernement verra dans le tourisme une pierre angulaire indispensable à notre prospérité future, et respectera pour une fois sa parole en lui donnant l'appui promis.

Il s'agit là bien sûr d'un problème que nous avons eu à déplorer avec chaque discours du trône, chaque programme électoral et chaque promesse émanant du gouvernement. Les libéraux ne respectent tout simplement pas leur parole.

• (1740)

Il y a un peu plus d'un an, dans sa miniserie télévisée, le premier ministre lançait un appel à la confiance. Le discours du trône, c'est encore une fois un appel à la confiance. En quoi est-ce possible? Il n'est pas nécessaire de remonter aux promesses de la société juste, du contrôle des prix et des salaires et des 18c. d'augmentation du gallon d'essence pour savoir qu'on ne peut avoir confiance ni en lui ni en ses ministres. La preuve en est au discours lui-même où il prétend que les 500 millions de financement de programmes établis sont des crédits nouveaux. On y affirme que ce sont les petits hommes d'affaires qui sont les artisans ignorés de la reprise, alors que les hauts taux d'intérêt du gouvernement en acculant 40,000 petites entreprises à la faillite l'an dernier nous ont plongés dans la récession. Il y a le cri de victoire des 353,000 emplois créés depuis décembre—mais 237,000 seulement à temps complet—alors que 396,000 de nos chômeurs ne touchent plus les prestations, et qu'il y a 537,000 jeunes Canadiens des deux sexes qui sont encore sans emploi.

Des occasions, le gouvernement en a créé pour certains, là je suis d'accord. Le rapport du Vérificateur nous en donne une énumération. Pouvoir acheter \$200 un motel de \$315,000, on peut dire que c'est vraiment une occasion. Pouvoir toucher \$800 par jour, plus indemnités, pour étudier le marasme économique dû en partie à la politique du ministre des Finances, on peut dire que c'est aussi une occasion. Mais les occasions de commission royale à \$800 par jour, et les occasions de \$200 millions pour cause de photographie du budget du dernier ministre des Finances, ce n'est pas cela qui va redonner du travail au million et demi de chômeurs—ou peu s'en faut—ce n'est pas cela qui va créer les industries à concurrence mondiale qui vont nous donner les vrais emplois de l'avenir.

Les promesses et les orientations du discours du trône ne sauraient s'examiner isolément. Derrière tout cela, il y a quatre ans de performances qui sont tout bonnement ruineuses. C'est un échec complet. Le gouvernement n'a plus de crédibilité. Le discours du trône, ce n'est pas un appel à la foi, mais au sursis de foi. Une fois de plus, le gouvernement nous